

Le discours de Barack Obama à Berlin

Pendant ce temps, les travaux sur la modernisation des armements continuent

Jean-Marie MULLER *

Le 19 juin 2013, quelques jours avant le cinquantième anniversaire du célèbre discours de John F. Kennedy prononcé à Berlin le 26 juin 1963 – « *Ich bin ein Berliner* » -, Barack Obama s'est exprimé devant la Porte de Brandebourg pour délivrer au monde le message de l'Amérique face aux défis d'aujourd'hui. Nombre de commentateurs ont ainsi résumé ses propos : « Barack Obama propose le désarmement nucléaire ». En réalité, sur ce sujet, le Président américain n'a fait que reprendre le thème qu'il avait déjà développé le 25 juillet 2008 lorsque, alors qu'il n'était que candidat à la présidence, il était venu faire un discours à Berlin : « Le moment est venu, avait-il déclaré, de renouveler l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. (...) Il est temps de sécuriser tout le matériel militaire ; de réduire les arsenaux d'un autre âge. Le moment est venu de commencer à travailler pour chercher la paix d'un monde sans armes nucléaires. »

Sans oublier son discours de Prague du 6 avril 2009 où il avait « affirmé clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires. » Mais il avait pris soin de préciser : « Ne vous méprenez pas : tant que ces armes existeront, nous conserverons un arsenal sûr et efficace pour dissuader tout adversaire. »

Pas plus aujourd'hui qu'hier, Barack Obama ne propose le désarmement nucléaire. Tout en appelant de ses vœux un monde sans armes nucléaires et tout en concédant quelques réductions de ses propres armes, l'essentiel de son propos est d'affirmer haut et fort sa détermination à maintenir la doctrine de la dissuasion nucléaire des États-Unis. Tout le reste est de la communication. Osons le mot : de la propagande. « La paix et la justice, a-t-il déclaré le 19 juin, impliquent de rechercher la sécurité d'un monde sans armes nucléaires – quel que soit le temps qu'il faudra pour atteindre ce rêve. Aussi, en tant que Président, j'ai renforcé nos efforts pour arrêter la dissémination des armes nucléaires. Et j'ai réduit le nombre et le rôle des armes nucléaires de l'Amérique. (...) Après un examen exhaustif, j'ai estimé que nous pouvons assurer la sécurité de l'Amérique et de nos alliés et *maintenir une dissuasion stratégique forte et crédible* (c'est moi qui souligne), tout en réduisant d'un tiers nos armes stratégiques déployées. Et j'ai l'intention de rechercher des réductions négociées avec la Russie pour dépasser les postures nucléaires de la Guerre Froide. » Il propose également de travailler avec ses alliés de l'OTAN pour chercher à réduire les armes tactiques américaines et russes en Europe.

Dans un communiqué publié le 19 juin, ICAN (Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) fait le bon diagnostic sur l'intervention berlinoise de Barack Obama : « Son annonce ne conteste pas les programmes de modernisation en cours dans la plupart des États dotés d'armes nucléaires ou de leur confiance renouvelée dans les armes nucléaires dans leur doctrine de sécurité nationale. » C'est bien pourquoi le discours de Berlin ne change en rien la donne pour ce qui concerne la prolifération verticale des États dotés. Celle-ci va continuer en favorisant la prolifération horizontale des États non dotés. Alors même que cette double prolifération menace l'existence même de l'humanité.

Force est de reconnaître que le Président américain a perdu toute crédibilité en affichant sa rhétorique d'« un monde sans armes nucléaires ». Sa vision d'un monde libéré des armes nucléaires s'est rétrécie à la vision d'une Amérique libérée des seules armes nucléaires dont elle n'a pas besoin pour maintenir sa dissuasion forte et crédible.

Au demeurant, les Russes ont fait savoir clairement qu'ils n'entendaient nullement répondre favorablement aux propositions de Barack Obama. Informé de ces propositions, le 19 juin, juste avant qu'elles soient rendues publiques, Vladimir Poutine, lors d'une réunion à Saint-Petersbourg sur les programmes des missiles, a déclaré : « Nous ne pouvons admettre que soit rompu l'équilibre des systèmes de dissuasion stratégique, que soit amoindrie l'efficacité de nos forces nucléaires. » De son côté, le vice-premier ministre Dmitri Rogozine, cité par l'agence Itar-Tass, a déclaré : « Comment peut-on considérer sérieusement cette idée de réduction des arsenaux nucléaires quand les États-Unis développent leur potentiel d'interception de cet arsenal stratégique. »

Pour sa part, le ministre français de la défense, Jean-Yves Le Drian, a déclaré le 20 juin sur France-Info, que la France n'était nullement concernée par les propositions de Barack Obama de réduire les armes nucléaires des États-Unis et de la Russie. « Nous ne sommes pas dans la même logique, a-t-il précisé. Nous avons 300 têtes : la stricte suffisance pour assurer les fondamentaux de notre défense. » Selon le ministre, « le risque est celui de la prolifération nucléaire », ce en quoi il a parfaitement raison. Malheureusement, la politique nucléaire des États dotés en fait qu'accroître ce risque.

Ainsi, dans son discours de Berlin, Barack Obama n'a fait aucune ouverture vers le désarmement nucléaire multilatéral qui reste plus que jamais en dehors des préoccupations des dirigeants des pays dotés. C'est donc aux citoyens, de contraindre les États à décider le désarmement unilatéral de leur pays. Ils le peuvent, s'ils le veulent.

* Philosophe et écrivain, www.jean-marie-muller.fr